



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2023-62
Séance du 26 octobre 2023 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-six octobre à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Frédéric Aldon, Théo Briane, Roger Caizergues, Sylvain Castellon, Philippe Lenoir, Jean-René Oudinot, François Petit, Filipe Serra, Alexis Viala
Mmes Frédérique Berard, Laurence Enjalbert, Paloma Pervent, Fanny Suau, Brigitte Torrandell, Irène Vilaplana

Absents ayant donné procuration : Mme Elodie Joannot pouvoir à Mme Laurence Enjalbert, Mme Romane Palau pouvoir à M. Théo Briane, M. Michel Perez pouvoir à M. Jean-René Oudinot, M. Joël Salgues pouvoir à M. Philippe Lenoir

Absents excusés : M. Didier Huber, Mme Souhila Gouard

Absents : Mme Nathalie Balsan, M. Sylvain Deyrat

Secrétaire de séance : Mme Laurence Enjalbert

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 15

Procurations : 4

Absents : 4

Votants : 19

Date de convocation et affichage

20 octobre 2023

Objet : Désignation d'un référent déontologue pour les élus

M. le maire expose :

Vu l'article L 1111-1-1 du code général des collectivités territoriales,
Vu les articles R 1111-1-1 A et suivants du code général des collectivités territoriales,
Vu le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022,
Vu la délibération n°2023-06 en date du 16 février 2023 du Centre de Formation des Maires et des Elus Locaux,

Considérant que tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la charte de l'élu local,

Considérant que le référent déontologue ou le collège de référents déontologue doit être désigné par délibération des organes délibérants dans un délai raisonnable, à compter de l'entrée en vigueur du décret n°2022-1560 du 6 décembre 2022, soit avant le 1^{er} juin 2023 ;

Considérant que les missions de référent déontologue sont exercées en toute indépendance et impartialité par des personnes choisies en raison de leur expérience et de leurs compétences ; que le référent déontologue ne peut pas être choisi parmi les personnes exerçant au sein des collectivités auprès desquelles elles sont désignées un mandat d'élu local, ou n'en exerçant plus depuis au moins trois ans, n'étant pas agent de ces collectivités et ne se trouvant pas en situation de conflit d'intérêt avec celles-ci.

Considérant que plusieurs collectivités territoriales, groupements de collectivités territoriales ou syndicats mixtes visés à l'article L 5721-2 peuvent désigner un même référent déontologue pour leurs élus par délibérations concordantes.

Considérant que le Centre de Formation des Maires et des Elus Locaux propose à ses collectivités membres d'adhérer au service commun du Collège des Référents Déontologues mis en place par délibération n° 2023-15 du 23 mai 2023 ; afin que chaque élu puisse saisir un référent déontologue issu du Collège des Référents Déontologues, dans le respect du secret professionnel et à hauteur des frais de gestion du service commun fixé par le règlement

intérieur et du montant maximum des vacations fixé par arrêté du 6 décembre 2022 (soit 120 euros par dossier traité par un référent déontologue et 250 euros pour avis du Collège de Référents Déontologues).

M. le maire propose, pour permettre aux élus, de consulter le référent déontologue du Collège des Référents déontologues mis en place par le Centre de Formation des Maires et des Elus Locaux, d'adhérer au service commun, dans les conditions exposées plus haut

Le conseil municipal, après discussion et à l'unanimité :

- désigne les Référents Déontologues désigné par le Centre de Formation des Maires et des Elus Locaux comme référent de la commune de Lavérune.
- adhère au service commun du Centre de Formation des Maires et des Elus Locaux.
- précise que tout conseiller municipal pourra saisir un référent déontologue ou le Collège de Référents Déontologues nommé pour 3 ans et que les modalités de saisine, d'examen et les conditions dans lesquelles les avis sont rendus sont détaillées par un règlement et rappelées à l'occasion de chaque saisine.

Ainsi fait et délibéré, Lavérune le 19 octobre 2023

Roger CAIZERGUES
Maire



Laurence ENJALBERT
Secrétaire de séance



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr nomenclature : 5.3.7